

PRIPODE : VN6
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ENVIRONNEMENT
AU VIETNAM DANS UN CONTEXTE DE
FORTE PRESSION DEMOGRAPHIQUE

RAPPORT DE SYNTHÈSE

par Dao The Tuan,

Président de l'Association scientifique pour le développement rural du Vietnam

INTRODUCTION

Depuis près de 20 ans, nous avons réalisé à l'Institut national des sciences agronomiques (INSA) de nombreux projets de recherche sur le développement rural au Vietnam durant la période de la Rénovation¹. Or, dans ces études, le facteur démographique n'était pas pris en compte ! Nous avons constaté cependant le rôle important de ce facteur. C'est pourquoi nous souhaitons lier les résultats des études sur les systèmes agraires avec la démographie.

Il faut savoir qu'au Vietnam, la recherche démographique, surtout financée par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et par l'Institut de recherche pour le développement (IRD), ne collabore guère avec les organismes de recherche sur le développement et sur l'agriculture. Dans le passé, sous l'influence du marxisme, la démographie était en effet considérée comme un facteur neutre, non lié au développement. Au début de la Rénovation, sous l'influence des organisations internationales, la croissance démographique a été considérée comme un facteur négatif et la recherche démographique s'est surtout concentrée sur la fécondité pour soutenir le programme de planification familiale et n'a pas prêté suffisamment d'attention aux relations population-développement-environnement (PDE). C'est pourquoi nous avons souhaité participer au programme PRIPODE et utiliser cette approche pour aborder les problèmes de développement.

On sait bien que les recherches sur les dynamiques de la population, du développement et de l'environnement sont entachées d'incertitudes et que, même prises deux à deux, les relations PDE sont très insuffisamment étudiées (Collomb, Gendreau, 2004). C'est pourquoi nous voulons essayer de les étudier dans le cas du Vietnam pour contribuer à l'émergence de solutions à certaines des questions cruciales pour le développement du pays. Cette étude était difficile car il n'y avait pas de démographe dans notre équipe. Cependant, nous espérons que notre recherche sera une contribution utile à l'étude de ce thème.

Le Vietnam étant un pays très hétérogène, ces relations PDE sont différentes selon la région considérée. Nous avons donc choisi une approche comparative entre quatre régions² : deux régions des plaines, le Delta du Fleuve Rouge et le Delta du Mékong, et deux régions de montagnes, les Montagnes du Nord et les Hauts Plateaux du Centre (voir carte ci-après).

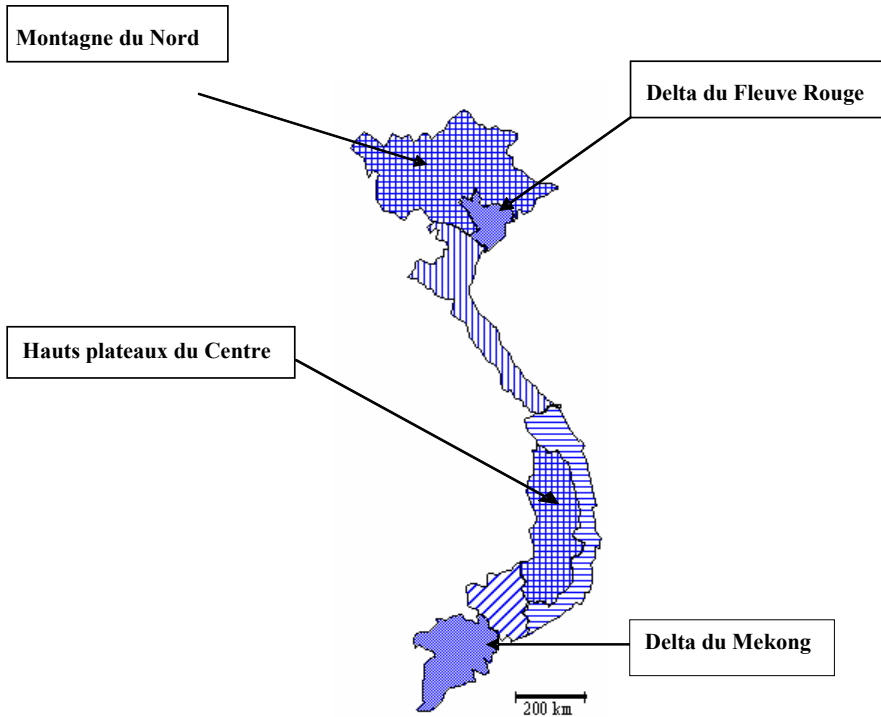
Dans une première partie, nous dresserons une vue d'ensemble des questions de population, de

¹ - La Rénovation est la nouvelle politique décidée par le Vietnam en 1986 pour libéraliser l'économie.

² - Il s'agit de quatre des sept régions économiques qui composent le Vietnam, les trois autres étant : le Centre Nord, la Côte Centrale et le Sud-Est.

développement et d'environnement au Vietnam. Puis nous examinerons les relations PDE au niveau des quatre régions retenues. Enfin, dans la conclusion, nous formulerons les recommandations que nous pouvons dégager de cette étude.

CARTE DES REGIONS ETUDIEES



I. ENSEMBLE DES QUESTIONS DE POPULATION, DE DEVELOPPEMENT ET D'ENVIRONNEMENT AU VIETNAM

1. Questions de population

Les Vietnamiens ont commencé à exploiter les terrasses du Fleuve Rouge il y a 4 000 ans et le delta il y a plus de 2 000 ans. Ils ont développé une civilisation traditionnelle à partir de la culture du riz et ont fondé au X^{ème} siècle le premier État hydraulique. Au XVI^{ème} siècle, le delta ne suffisant plus à nourrir les 5 à 6 millions d'habitants de l'époque, des vagues d'émigration vers le Sud ont commencé pour coloniser le Centre, puis le Sud Vietnam. Un Etat a été fondé au Sud pour effectuer la colonisation des nouveaux deltas (Dao The Tuan, 2004).

Pendant le XIX^{ème} siècle, la population a été multipliée par moins de 3, avec une croissance annuelle de moins de 1 %. Pendant cette même période, la production des vivres a été multipliée par 8, l'agriculture ayant ainsi bien rempli son rôle. Mais au XX^{ème} siècle et jusqu'à la fin des années 1980, la croissance de la population a été plus rapide que celle des vivres. Le problème de l'autosuffisance alimentaire était alors le problème le plus crucial du pays, avec des famines

fréquentes. Ce n'est qu'à partir de 1989, grâce au processus de la Rénovation lancé en 1986, que le Vietnam a non seulement pu résoudre ce problème, mais a pu aussi exporter du riz.

Il faut rappeler qu'au XX^{ème} siècle, le Vietnam a vécu 3 guerres consécutives (la deuxième guerre mondiale – 1939/45 -, celle contre la France – 1946/54 - et celle contre les États-Unis – 1959/75), et deux grands crises (la crise mondiale de 1930 et celle des pays socialistes à partir de 1989). Pendant cette période et malgré de grandes pertes humaines (2 millions dans la famine de 1945, 1 million de militaires et 4 millions de civils pendant les deux guerres pour l'indépendance et 1,2 millions d'émigrants après les guerres), la population a été multipliée par 6, avec une croissance de plus de 2 % par an.

Au cours des 15 dernières années, la population du Vietnam a cru avec un taux de croissance annuel moyen de 1,5 % grâce à une baisse rapide de la fécondité. Aujourd'hui (2005), la population du Vietnam atteint plus de 83 millions d'habitants, avec une densité moyenne de 252 hab/km² (1 218 hab/km² dans le Delta du Fleuve Rouge). La structure de la population a considérablement changé, avec notamment :

- son vieillissement en raison de la baisse de la fécondité et de l'allongement de la durée de vie : la proportion de personnes âgées de 60 ans et plus est passée de 6,7 % en 1979 à 8,1 % en 1999 ;
- une urbanisation rapide après une période de croissance modeste : entre 1979 et 1999, la population urbaine est passée de 10,1 millions à 22,4 millions ;
- des migrations internes importantes, notamment vers quatre régions : les régions urbaines de Hô Chi Minh Ville, Hanoi et Da Nang, et la région des Hauts Plateaux du Centre (Gendreau et al., 2000).

2. Questions de développement

Depuis 1986, en quelques années, de nombreuses réformes structurelles ont bouleversé l'ordre ancien et permis d'obtenir de grands résultats d'envergure historique. Le pays est sorti de la crise socio-économique et a réalisé des changements importants : la croissance économique est rapide, l'industrialisation, la modernisation et le développement de l'économie de marché avec orientation socialiste se sont renforcés ; la libération des prix agricoles et la décollectivisation des terres ont fait du pays, qui se débattait avec la faim, un exportateur de riz et de café de premier plan; la plus grande autonomie accordée aux entreprises et le développement des investissements étrangers ont amené une forte croissance du PIB industriel. Même accompagnées d'une inflation récurrente et d'une dévaluation de la monnaie nationale (le dong), ces réformes ont transformé de façon radicale les conditions de vie de la plupart des Vietnamiens (Dao The Tuan, 2000).

La croissance du PIB de 1990 à 2005 a été de 7,6 % par an. Le commerce extérieur est passé de 2,5 milliards de dollars US en 1985 à plus de 69 milliards de dollars en 2005. Cependant, la croissance économique n'est pas suffisamment élevée en qualité et efficacité. Le changement des structures de l'économie ne s'est fait que lentement, y compris du fait des contraintes sociodémographiques (urbanisation, migrations, exode rural, chômage, sous-emploi à la campagne, etc.). De nombreux problèmes sociaux ne sont pas encore résolus. Les réformes administrative et politique sont aussi lentes.

La stratégie du développement est certes le développement de l'économie de marché avec une orientation socialiste, mais, sous la pression des organisations internationales, l'influence du néolibéralisme est prédominante. Les disparités ville-campagne se sont accrues. Pour aider les paysans à trouver les débouchés sur le marché, nous avons étudié le marché rural. Le résultat de ces études a montré que le marché est très imparfait et que les paysans n'ont guère de pouvoir de négociation et qu'ils sont exploités par des marchands et des compagnies d'État et privées. Nous avons alors essayé de développer des institutions de marché plus équitables, des associations paysannes et des coopératives pour promouvoir l'économie sociale et le commerce équitable afin de réduire l'influence négative du marché (Moustier et al., 2003).

Dans le modèle de développement actuel, l'objectif principal est la croissance rapide du PIB. Cette stratégie, basée sur l'exportation (surtout sur l'exportation des produits agricoles bruts) et sur l'attraction de l'investissement direct étranger, n'est pas durable car elle n'exploite pas les potentialités du marché intérieur et de l'industrie locale traditionnelle. Le résultat de nos enquêtes a montré que les régions qui se développent en se basant sur l'exportation des produits agricoles bruts et sur la spécialisation de l'agriculture sur quelques produits ne peuvent pas améliorer rapidement le revenu des paysans. L'exportation profite plus au secteur étatique et privé qu'aux paysans. L'accroissement du revenu des paysans est plus lié à la diversification de l'agriculture et de l'économie rurale. Cette diversification se produit dans les régions qui se développent en se basant plus sur la demande du marché intérieur qui s'améliore très rapidement (Dao The Anh et al., 2006). La réalité montre que la diversification est un outil très efficace pour réduire la pauvreté et élever le revenu des paysans ainsi que pour combattre les risques du marché.

Notre simulation du développement du Vietnam montre que l'industrialisation des villes et des zones industrielles ne peut pas occuper toute la main d'oeuvre excédentaire de l'agriculture. La disparité ville-campagne ne peut pas se régler seulement par l'investissement dans l'agriculture et le développement rural. Le modèle classique de développement des villes entraîne le développement de la région périphérique et l'émergence de mégalopoles (Gottman, 1978). C'est pourquoi le Vietnam devrait privilégier un modèle d'urbanisation décentralisée, avec des villes moyennes réparties dans tout le pays et entourées de ceintures de développement rural. Ce modèle est en train de se réaliser dans les campagnes à forte pression démographique, où les paysans développent des activités non agricoles. Dans ces lieux, l'urbanisation des campagnes et le développement d'industries et de services ruraux se produisent dans des noyaux ("clusters") industriels et agricoles très dynamiques. Les noyaux industriels donnent naissance à des petites et moyennes entreprises, suscitent l'esprit d'entreprise des paysans et contribuent à la formation du système d'innovation nationale.

Par ailleurs, le développement rural devrait être réalisé dans tout le pays pour éviter la disparité des régions et diminuer la pauvreté. Pour cela, le gouvernement ne peut pas tout faire seul. Il faut mobiliser les communautés rurales. Le développement rural basé sur la communauté demande des institutions non-marchandes de la société civile et des institutions de marché, que le gouvernement doit favoriser et appuyer. Le développement des associations paysannes permet l'émergence de la société civile et la démocratisation "par en bas", et aide l'État à améliorer l'efficacité des services aux paysans et à promouvoir les actions collectives.

3. Questions d'environnement

Pollution des sols et de l'eau

La recherche de l'autosuffisance alimentaire dans un contexte de fortes densités de population impose une agriculture intensive, celle qui recherche le produit maximum par unité de surface en augmentant la quantité de travail et les intrants. Les effets de l'agriculture sur l'environnement sont très différents selon le système de production. Les effets néfastes se manifestent lorsque les réponses données à la pression démographique (augmentation de la densité de population, quel que soit par ailleurs le niveau de cette densité) ne garantissent pas le maintien des facteurs de production (fertilité des sols par exemple) ou ont des conséquences défavorables sur la santé. Les systèmes extensifs, qui cherchent à minimiser la quantité de travail par unité produite, ont surtout un effet potentiel sur la déforestation et sur la dégradation des sols, alors que les systèmes intensifs utilisant une grande quantité d'intrants artificiels, peuvent provoquer des pollutions et influencer défavorablement la santé (Gubry, 2000).

Les intrants utilisés dans l'agriculture intensive sont les engrais et les pesticides. Les engrais peuvent être naturels (fumure animale ou humaine, ou enfouissement des feuilles, de la paille, du son du paddy ou des cendres) ou chimiques (azote, phosphate, potassium). Les pesticides se composent des herbicides, des insecticides et d'autres produits spécifiques. Concernant les engrais,

le Viêt-nam utilisait en moyenne 73 kg d'intrants par hectare en 1990, ce qui le situe loin devant d'autres pays du tiers-monde comme l'Inde, mais aussi très loin derrière les pays industrialisés comme les Pays-Bas.

La seule utilisation actuelle des intrants agricoles entraîne déjà une pollution significative. Une proportion de 80-90 % des surfaces cultivables est traitée avec 200 types de pesticides, 52 herbicides, 8 raticides, 9 stimulants de croissance - dont certains bannis depuis longtemps dans les autres pays comme le Monitor, le 666, le Wofatox et le DDT.

Déforestation

Plutôt qu'à l'intensification culturale, la pression démographique pousse à l'extension des superficies cultivées et donc au défrichage et à la déforestation partout où cela est possible. La guerre avait déjà provoqué une nette accélération de la déforestation. Plus de 2 millions d'hectares de forêts denses tropicales ont été dévastées. Plus de la moitié de la superficie des mangroves des provinces du Sud a été détruite par les produits chimiques toxiques déversés par l'armée américaine, causant de graves dégâts au riche système écologique de cette région (Vo Quy, 1990). Cependant, même au Nord Vietnam, où la guerre n'a pas directement touché les forêts, toutes les pratiques et politiques suivies depuis la période coloniale ont concouru à la destruction de la forêt : cultures traditionnelles sur brûlis, extraction du bois, coupe du bois de chauffe, collectivisation et déplacements de populations, décollectivatisation et distribution des terres forestières (Mellac, 1997).

De nos jours, on estime la déforestation à 276 000 ha par an, non compris la coupe du bois de chauffe, qui a un effet important mais plus diffus allant surtout dans le sens de l'appauvrissement des forêts. La proportion de superficie forestière est ainsi passée de 67 % en 1943 à 29 % en 1991 (soit environ 9,4 millions d'hectares). Les forêts "riches" (au-dessus de 150 m³ de bois par hectare) ne représenteraient plus que 10 % des superficies forestières en 1983, ces forêts tendant à dégénérer en forêts "moyennes" ou "pauvres".

Les conséquences de la déforestation sont en premier lieu l'érosion et la perte de fertilité des sols, la modification des régimes des cours d'eau avec des crues plus brutales en saison des pluies et un écoulement plus faible en saison sèche, le transport de limons susceptibles de colmater les ouvrages hydro-électriques. La destruction des forêts et de la mangrove est aussi la première responsable de la baisse de la biodiversité du fait de la destruction de l'habitat de nombreuses espèces rares. Et si de nombreux projets de reforestation sont mis en œuvre, ils ne permettent pas pour autant de rattraper les pertes annuelles, loin s'en faut.

Après 1956, il y avait eu une période où les terres forestières avaient été confiées aux communes, qui ont exploité les forêts sans discernement. C'est pourquoi la propriété collective des communautés villageoises a été abolie après l'allocation des terres forestière aux foyers paysans après la Rénovation. Ce n'est qu'après les conflits fonciers des Hauts Plateaux que la propriété collective des forêts a été restituée.

Approvisionnement en eau

Un approvisionnement en eau provenant de sources sûres est un besoin fondamental des êtres humains. En 1999, près de 80 % de la population avait accès à des sources d'eau saines, ce qui représente un progrès considérable en matière de santé publique. Cependant, les disparités d'une province à l'autre sont importantes. L'accès à des sources d'eau sûres demeure très limité dans les provinces montagneuses et isolées, de même que dans la région du Mékong.

A Hanoi, l'urbanisation a pollué l'eau : les eaux industrielles usées contiennent des métaux lourds (Cu, Pb, Cd, Hg, Cr, Ni, etc.) dont la teneur égale ou dépasse souvent les normes d'hygiène admises pour la pisciculture. Néanmoins, ces eaux contiennent aussi des éléments nutritifs nécessaires aux cultures (N, P, Ca, etc.) et bons pour les poissons. De là leur emploi pour la pisciculture et l'irrigation. Mais récemment, on a découvert plusieurs villages avec un fort pourcentage de malades

souffrant de cancers liés à la pollution des eaux par les éléments chimiques lourds.

À Hô Chi Minh Ville, la pollution des eaux est une préoccupation majeure par suite de l'absence de traitement des eaux et du fait que le milieu aquatique environnant est soumis aux marées ; les eaux usées mettent donc du temps à être évacuées. On relève un grand nombre de cas de maladies d'origine hydrique, surtout dans les zones d'habitat proches des canaux, où l'eau est la plus fortement polluée.

Changement climatique

Le changement climatique ne manquerait pas d'avoir des effets importants au Vietnam. La production agricole, tributaire des conditions météorologiques, serait affectée au tout premier chef par les variations des précipitations, mais aussi par sa vulnérabilité aux typhons et aux inondations, sans doute accrues par la fragilité du système des digues, peu à même de supporter une montée supplémentaire du niveau des crues.

La montée du niveau de la mer serait surtout dommageable dans les deux deltas, du Fleuve Rouge au nord et du Mékong au sud, qui ont une faible altitude, où vit une grande partie de la population et où la production agricole est la plus importante. La montée du niveau de la mer s'accompagnerait d'une perte de terres, d'une vulnérabilité accrue aux intempéries et notamment aux typhons, d'une érosion accélérée, d'une salinisation des terres agricoles, d'une modification des marées. La mangrove serait particulièrement attaquée et n'offrirait plus un rempart suffisant contre les intempéries. Enfin, de nombreuses espèces animales et végétales vivant dans la mangrove seraient menacées, d'autant plus que certaines d'entre elles, en plus de la destruction de leur milieu, ne pourraient supporter une variation aussi brutale du climat. La biodiversité en serait considérablement affaiblie (Wasman et al., 2003).

Autres questions

- Plusieurs maladies tropicales sont étroitement liées à l'environnement, notamment le paludisme, qui reste un des problèmes majeurs de santé publique, et la dengue ou fièvre hémorragique, arbovirose transmise par un moustique.
- L'accélération de la croissance démographique, de la migration et de l'urbanisation fait peser de nouvelles pressions sur l'environnement urbain : pollutions de diverses sortes, prolifération rapide des véhicules à moteur, etc.

Pour conclure, on peut dire que, si dans le passé, la cause principale de la dégradation de l'environnement était la pauvreté, aujourd'hui, c'est la croissance économique rapide. Pour résoudre les problèmes d'environnement, l'Etat a institué un cadre législatif et a créé un ministère, mais il manque des institutions de la société civile pour la mobilisation du public dans ce domaine.

II. LES PROBLEMES PDE REGIONAUX

Nous avons rassemblé dans le tableau suivant les principaux indicateurs relatifs aux quatre régions étudiées, qui appuieront les raisonnements et les conclusions qui suivent.

1. Dans le Delta du Fleuve Rouge

Cette région a la plus grande densité de population de notre pays. La croissance économique y est assez rapide. Le changement structurel de l'économie y est aussi relativement rapide, avec une forte diminution de la part de l'agriculture et de la main d'œuvre agricole. L'agriculture ne se développe pas très vite, mais se diversifie : augmentation de la production maraîchère, de l'aquaculture et de l'élevage.

Après la rénovation, l'économie familiale paysanne s'est très vite reconstituée. La plupart des foyers ne produisaient que pour l'autoconsommation. Le manque de capital, qui constituait la contrainte principale du développement a été très vite résolu par les paysans, sans aide du gouvernement. Dans

le développement de l'agriculture marchande, les paysans, après la perte du marché d'exportation vers les pays socialistes et de vains efforts pour trouver de nouveaux produits d'exportation, se sont contentés de produire pour le marché intérieur. Grâce cette orientation, l'agriculture se diversifie et le delta du Nord a vu ses structures économiques changer rapidement, et le revenu des paysans s'améliorer grâce à la diversification des moyens de subsistance : la stratégie adoptée dans le delta du fleuve Rouge était donc bien adaptée à une pression démographique forte (Dao The Anh et al., 2006).

Tableau comparatif des 4 régions étudiées

Rubrique	Date	Unité	Delta du Fleuve Rouge	Delta du Mékong	Montagnes du Nord	Hauts Plateaux du Centre
Superficie totale		1 000 ha	1 481	3 974	10 097	5 447
Population						
Effectifs	2005	1 000	18 040	17 268	11 924	4 759
Croissance de la population	2000-05	%	1,2	1,1	1,6	2,4
Population urbaine	2005	1 000	4 484	3 566	1 901	1 337
Population active	2002	1 000	9 245	8 652	6 061	2 169
Densité	2005	h/km ²	1218	435	118	87
Développement						
Croissance du PIB	2001-05	% an	8,2	6,8	6,6	6,6
Structure économique (agriculture-industrie-services)	2005	%	16-39-44	43-40-46	35-39-39	48-17-35
Agriculture						
Diminution de l'agriculture	1996-02	% / an	- 4,0	- 2,2	- 3,0	1,0
Diminution de la force de travail agricole	1996-02	% / an	- 2,6	- 0,5	- 1,0	- 1,0
Valeur de la production agricole	2005	milliard de dong	23 895	45 819	13 563	16 077
Croissance de l'agriculture	2000-05	% / an	2,95	3,38	5,67	3,38
Production vivrière	2005	1 000 t	7 054	19 424	4 141	1 661
Vivres par habitant	2005	kg/h	395	1 125	338	349
Rendement en riz	2005	t/ha	5,8	5,0	4,3	3,9
Part de production marchande	2002	%	61	85	52	74
Pourcentage du temps de travail des actifs ruraux	2002	%	80	78	78	78
Environnement						
Questions environnementales			Pollution : eau, villages, sols	Pollution : eau, sols	Déforestation, érosion	Reforestation, Réduction essertage
Couverture forestière	1945	%	3	23	81	93
	1995	%	3	5	19	57
	2005	%	11	9	42	67
Changement de superficie des forêts	1989-05	1 000 ha	+ 101	+ 3138	- 334	+ 109

Commentaire [MSOffice1] :
Il manque quelques dates et périodes dans cette colonne

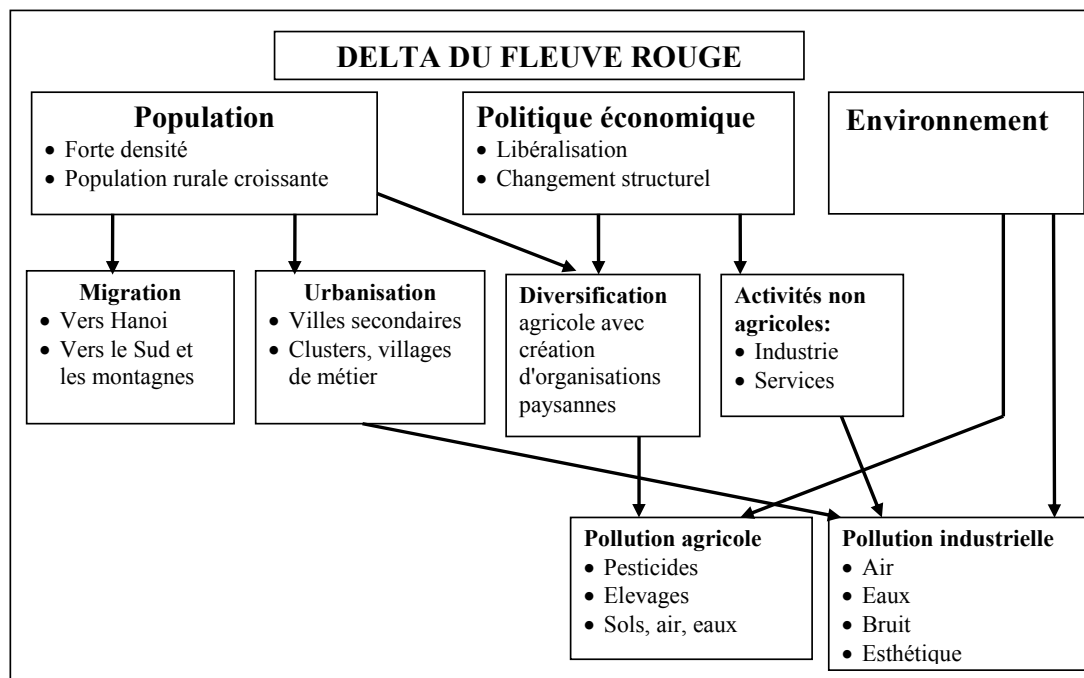
Mais l'accumulation de la force de travail dans l'agriculture est un défi pour le développement car il est difficile d'améliorer la productivité du travail et le revenu par tête d'habitant avec des exploitations de petite taille. Malgré la croissance de la consommation, l'agriculture manque de marchés, du fait du manque d'institutions. Le système d'agriculture de contrats avec les compagnies d'Etat ne fonctionne pas dans une situation de fluctuation des prix du marché.

Des études sur les filières des produits agricoles, sur les institutions du marché et sur la consommation à Hanoi ont été réalisées. Des projets d'institutions de marché, de gestion de la qualité, de produits conformes aux standards sanitaires, d'appellations d'origine contrôlée ont été réalisés. Des associations paysannes et des coopératives ont aidé les paysans à s'organiser pour élever leur pouvoir de marchandage. On observe l'émergence de clusters agricoles organisés par les marchands ex-paysans, qui aident les paysans à réaliser leurs produits. Ce processus de développement du marché agricole a poussé la diversification de l'agriculture et provoqué les changements dans la structure économique les plus importants du pays.

Mais le développement des activités non agricoles dans la campagne n'a pas pu absorber le surplus de la main d'œuvre agricole, et le défi principal de cette région reste la surpopulation rurale. Pour sortir de cette situation dans le bas delta, la migration définitive ou temporaire était très forte. Cependant ce processus a diminué dans les années récentes grâce au développement des activités non agricoles. Dans plusieurs régions, presque tous les hommes vont en ville pour travailler, tandis que les femmes restent au village pour travailler dans l'agriculture. C'est pourquoi on observe une stagnation de l'agriculture parce que le revenu non agricole devient de plus en plus important.

Le développement des activités non agricoles est la solution principale pour résoudre ce problème. On observe ainsi une résurrection des "villages de métiers" et des villages commerciaux. La croissance des activités non agricole assez rapide. Le pourcentage des foyers non agricoles est passé de 18 % en 2001 à 33 % en 2006. Des clusters de villages de métiers se sont formés pour promouvoir la modernisation de la production industrielle et artisanale et pour s'intégrer dans l'économie globale. On observe un dynamisme paysan très poussé grâce au riche capital social de la région.

Figure 1 : les relations PDE dans le Delta du Fleuve Rouge



Le processus d'urbanisation de Hanoi et des villes secondaires a un impact sur le développement de l'économie et de l'agriculture du delta. Autour de Hanoi se sont formées des ceintures liées au développement de la capitale :

- La première ceinture est la zone suburbaine de Hanoi. On y observe une régression des activités économiques, liée à l'attente par la population de l'élargissement de la zone urbaine car la

spéculation foncière est très forte. L'agriculture y est stagnante à cause de la conservation de la terre en attendant la montée des prix.

- La deuxième ceinture est située dans les provinces aux alentours de Hanoi où s'est produit le changement structurel le plus important du pays : développement dynamique de l'agriculture commerciale, et développement de l'industrie et des services ruraux à partir des villages de métiers.
- La troisième ceinture, située dans un rayon de 100 km de Hanoi est en ce moment dans une situation difficile car le processus du développement de l'agriculture commerciale y est entravé. La fondation de villes moyennes devrait déclencher le développement de ces régions.

Mais ce modèle de développement du delta crée beaucoup des problèmes environnementaux, dont le principal est la pollution. Dans le processus de diversification, la production intensive (surtout de légumes) est liée à l'utilisation excessive des produits phytosanitaires. De plus, les producteurs utilisent également des produits chimiques interdits (DDT, 666, Lindane). On observe ainsi la présence de méthyle parathion à des taux 2 à 3 fois plus élevés que le seuil tolérable. Le développement de l'élevage de porc dans les villages a constitué une contribution importante au revenu des paysans. Mais la construction des bâtiments d'élevage dans des jardins de 200 m² autour de la maison et l'augmentation de la densité de porcs accumule du lisier près des habitations. L'essai de regroupement de l'élevage dans les champs hors des habitations nécessite un réaménagement du territoire. Les efforts pour résoudre ces problèmes n'aboutissent pas car il manque des institutions de contrôle.

Le processus du développement du delta du fleuve Rouge montre que dans une région où la pression démographique est très forte, le développement devrait être accompagné d'un changement de la structure économique, surtout de l'emploi. Dans le processus d'industrialisation, le développement du marché intérieur est très important pour éviter les disparités entre la ville et la campagne.

2. Dans le Delta du Mékong

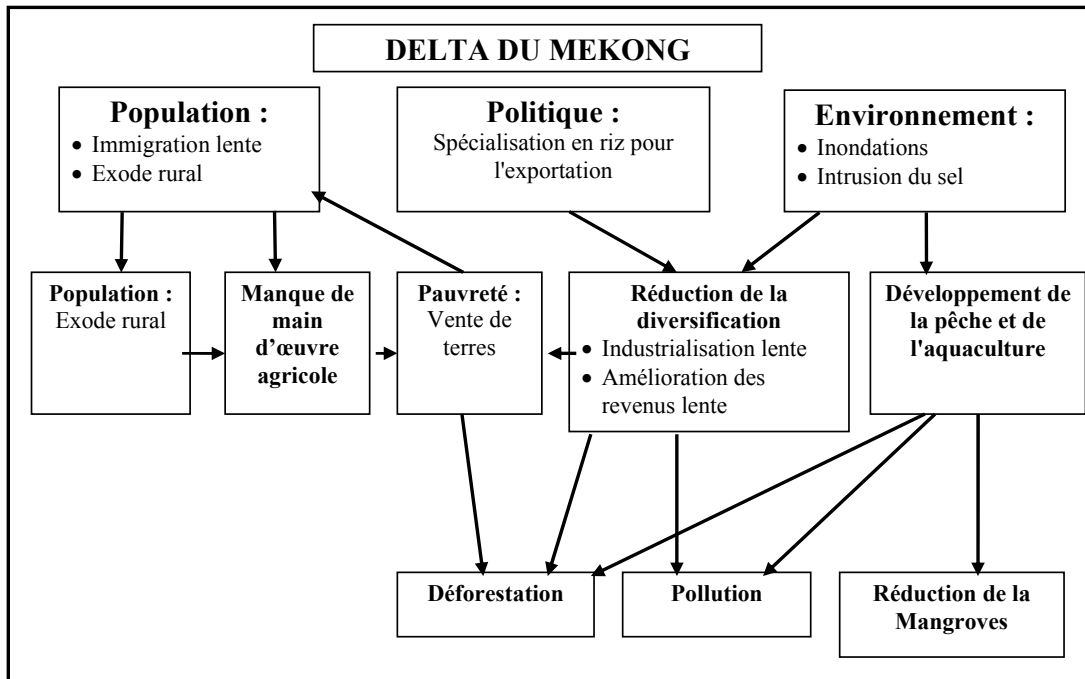
Le delta du Mékong est un nouveau delta, colonisé depuis 3 ou 4 siècles, et la pression démographique n'y est pas très forte. Grâce à la libéralisation du commerce et à la reconnaissance de l'économie familiale, la croissance économique y est assez rapide, mais le changement structurel y est lent. La part de l'agriculture dans le PIB reste encore de 50 %. La région applique une stratégie de développement orientée vers l'exportation des produits rizicoles bruts, qui ne favorise ni la diversification de l'agriculture, ni l'industrialisation, ni l'amélioration du revenu et du niveau de vie des paysans. Dans l'agriculture, on observe un changement de la riziculture vers l'aquaculture : élevage des crevettes dans les régions littorales, élevage des poissons chats. Les paysans mènent des tentatives de diversification en développant la production maraîchère et fruitière, le coton, la canne à sucre et le cacao.

Ce processus de croissance s'est cependant accompagné d'une différenciation accrue entre les exploitants en termes de revenu et de polarisation. La diversification des productions agricoles, notamment autour de la fruiticulture et de la culture de canne à sucre engagée au cours des années 90 en réponse à de nouvelles opportunités de marchés, se maintient difficilement en raison des risques techniques et commerciaux qu'elle comporte (Lecoq, 2004). Curieusement, l'augmentation de la consommation de Hô Chi Minh Ville (située en bordure du delta) attire peu la production du delta du Mékong.

En l'absence d'un développement suffisant des opportunités d'emplois ruraux non agricoles et d'une réduction des ressources naturelles d'où les plus pauvres tirent leurs moyens de subsistance, ces derniers mettent en place des stratégies de reproduction s'articulant de façon croissante avec les opportunités d'emplois urbains. Le développement de la pauvreté résulte dès lors d'un processus d'exclusion (ou de réduction) de la tenure foncière, suite à des processus d'endettement liés à la

variabilité des résultats. Le Delta du Mékong enregistre un taux de pauvreté supérieur à celui du Delta du Fleuve Rouge avec un pourcentage de foyers pauvres de 37 % contre 29 % en 1997 (VLSS 1998), et de 14 % contre 10 % en 2002 (AusAid, 2003).

Figure 2 : les relations PDE dans le Delta du Mékong



Dans le delta du Mékong, on ne voit pas une pression démographique importante comme dans le delta du fleuve Rouge, cependant on y constate un manque de main d'œuvre pour diversifier l'agriculture, car l'exode rural dans les années récentes est fort du fait de l'industrialisation rapide autour de Hô Chi Minh Ville. Il n'y a pas dans cette région une économie non agricole assez forte pour retenir les paysans sans terre sur place (Duong Van Ni et al., 2003).

Après une période de développement de l'irrigation qui a donné son essor à l'exportation de riz, un problème environnemental est maintenant posé dans cette région : les inondations, qui sont devenues plus sévères ces dernières années. La stratégie de lutte fait l'objet de discussions : peut-on continuer à "vivre en paix avec l'inondation" comme dans le passé, ou faut-il construire des digues comme dans le delta du Fleuve Rouge. Dans plusieurs districts, on a construit des petites digues pour réduire la période des crues. Le district de Cho Moi a construit une digue pour se protéger complètement de ce fléau, mais sera-ce un modèle pour tout le delta (Miller, 2000) ?

La hausse du niveau de la mer à cause du réchauffement du climat et la construction de digues à l'amont du Mékong par la Chine vont augmenter l'intrusion du sel dans le bas delta. Comment lutter contre ce phénomène qui a déjà affecté plus de 40 % de la superficie du delta ?

Le développement de la pêche et de l'aquaculture dans les régions côtières conduit également à une dégradation grave des ressources aquatiques. Le développement rapide des fermes d'élevage de crevette sur les bandes côtières du delta a contribué considérablement à la réduction des mangroves. On a perdu 80 % des mangroves pendant les 50 dernières années. La pollution de l'eau par les pesticides, les herbicides et les engrais chimiques liés avec l'intensification de la riziculture et de l'aquaculture est un autre défi. Les nouveaux systèmes de digues et de barrages limitent le flux d'eau douce (Populus et al., 2002).

On observe aussi la réduction de la biodiversité génétique du riz et des autres cultures. Le

développement de la riziculture et de l'élevage des crevettes, ainsi que l'incendie des forêts, sont la cause de la déforestation rapide des forêts de Melaleuca, et augmentent la superficie des sols acides sulfatés qui représentent 40 % des terres arables du delta. La diminution de la biodiversité et la perte de fonction des écosystèmes est un problème environnemental majeur pour le delta.

La dégradation des écosystèmes du delta cause enfin des problèmes sociaux : diminution du rendement, vente de la terre des petites exploitations agricoles, migration vers la ville. Le pourcentage des ménages sans terre et le nombre des migrants vers l'extérieur du delta ont ainsi augmenté durant les dernières années.

Le développement de cette région montre que le développement de l'agriculture d'exportation ne peut pas amener seul un changement de la structure économique. Il faut industrialiser et développer le marché intérieur pour avoir un développement durable.

3. Dans les Montagnes du Nord

La région des Montagnes du Nord est une région où dans le passé les problèmes de la production vivrière et de la destruction de l'environnement étaient au premier plan. Cette région est habitée par différentes ethnies minoritaires. Dans les systèmes traditionnels, quand les rizières des vallées ne pouvaient plus nourrir la population qui augmentait très vite à cause de l'immigration à partir des plaines et de la forte fécondité, les paysans exploitaient les pentes par la culture itinérante. Cette culture est à l'origine de la déforestation et de l'érosion des terres qui génèrent des montagnes et collines dénudées.

Avec la libéralisation de l'économie, de nouveaux modèles de développement sont apparus. Ces modèles étaient créés par des fermes d'Etat constituées avec la main d'œuvre qui venait de l'armée ou de la plaine. La plupart de ces fermes fonctionnent bien, avec des systèmes de plantation différents de ceux des ethnies minoritaires qui pratiquaient l'agriculture itinérante destructrice des forêts.

Au début des années 1980, la décollectivisation s'est faite plus rapidement que dans les plaines. La terre a été divisée ou est retournée aux paysans. Les fermes d'Etat ont signé des contrats avec les ouvriers agricoles et sont restées comme des entreprises de service pour les agriculteurs. La terre forestière a été aussi distribuée aux paysans. Tous ces mesures, accompagnées du développement de l'économie de marché, ont bouleversé la production dans les montagnes. Nous observons que les systèmes agraires des montagnes, après une période de détérioration des ressources naturelles, ont subi des changements très positifs :

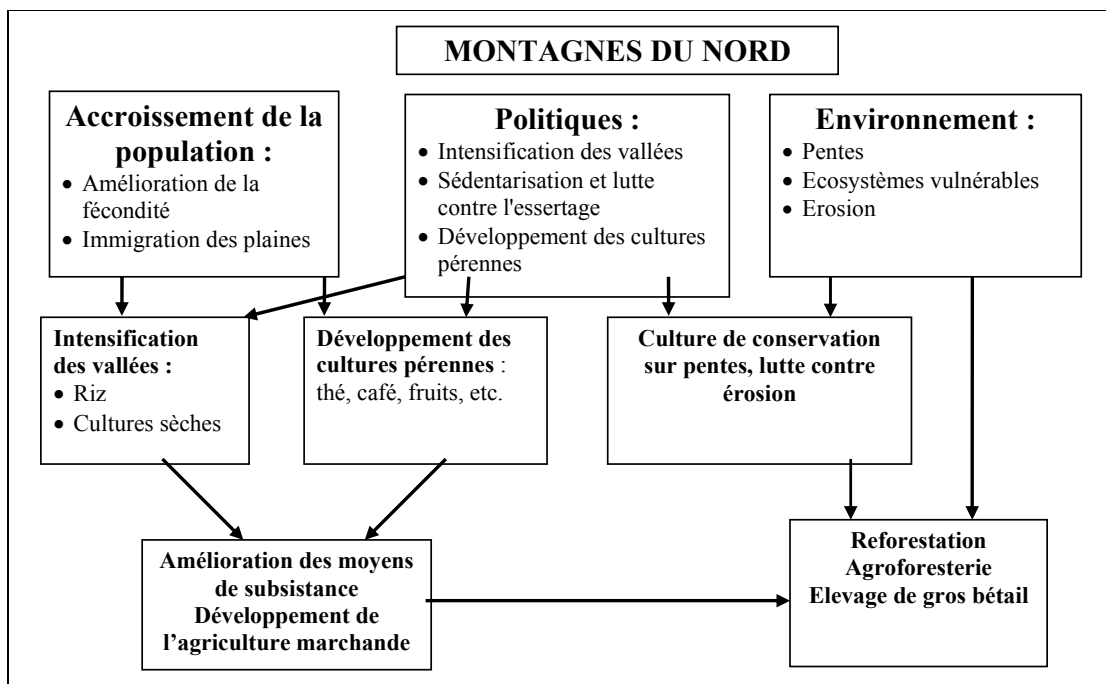
- L'intensification des terres rizicoles dans les vallées est commencée. Le rendement du riz a augmenté avec le développement de l'irrigation, l'emploi de variétés à haut rendement et des engrais chimiques. La production de riz dans la zone a dépassé 300 kg par tête.
- La superficie du riz en culture itinérante a diminué à cause de la détérioration des terres en pente à cause de la réduction des cycles de jachères et du changement foncier (allocation de terres agricoles et forestières aux paysans).
- Avec le développement du marché, sont apparues des cultures de rente comme le café, le thé, la cannelle, l'anis étoilé, les fruits., mais ce processus est limité par le manque d'institutions du marché.
- Le développement de l'élevage de buffles et de bovins est encore limité à cause du manque de pâturages communaux.
- Grâce au développement de l'élevage dans les deltas, la production de maïs s'est développée très vite pendant ces dernières années (34 % des terres agricoles, 2,4 fois plus qu'en 1996 et 3,4 fois plus qu'en 1990).
- La reforestation et la conservation des forêts commencent à se développer grâce à des politiques

d'encouragement et à des projets forestiers.

- L'agriculture de conservation, avec des systèmes de culture durable des pentes avec des moyens de lutte contre l'érosion, d'agroforesterie, d'afforestation, est en train de se développer.

La région montagneuse du Nord n'a pas pu trouver un produit d'exportation principal, comme le café dans les Hauts plateaux du Centre. C'est pourquoi la région devrait diversifier sa production sur plusieurs produits. Car le développement durable nécessite de produire à la fois des aliments et des produits de rente pour le marché, de développer les activités non agricoles, et de préserver l'environnement pour améliorer le revenu des foyers paysans. Pour résoudre ces problèmes, il faut élaborer des programmes de développement rural intégré englobant les composantes technologiques des différentes branches de la production et des institutions comme le crédit, la vulgarisation, le marché, les organisations paysannes. Les institutions de marché seules ne peuvent pas résoudre le problème. Nous avons besoin aussi des institutions non marchandes comme les organisations paysannes d'entraide et des services d'Etat ou des organisations non gouvernementales pour aider les paysans à passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture marchande.

Figure 3 : les relations PDE dans les Montagnes du Nord



Les problèmes de cette région sont les suivants :

- Les institutions de marché ne peuvent pas seules développer l'agriculture commerciale. Il faut aussi des institutions non marchandes pour aider les paysans à passer de l'agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale.
- Le passage de l'agriculture d'exploitation des forêts à une agriculture durable préservant les ressources naturelles a besoin de nouvelles institutions, surtout dans les domaines de la division du travail et du développement du marché et de l'esprit d'entreprise des paysans.
- L'intensification de l'agriculture et le développement des plantations de cultures industrielles créent, après l'agriculture itinérante, de nouveaux défis environnementaux (dégradation des sols, déforestation, perte de la biodiversité des espèces végétales et animales).

Dans quelques années, un grand barrage sur la Rivière Noire sera construit avec la plus grande

station hydroélectrique du pays. Cela nécessite le déplacement de dizaines de milliers de foyers paysans et le développement de la production alimentaire pour répondre à la demande d'un marché émergent. Pour le barrage de Hoa Binh, en aval sur la même rivière, on avait évacué les habitants vers les pentes aux alentours : la déforestation sur ces pentes a augmenté les colluvions qui vont remplir le réservoir et créer des nouvelles difficultés.

La migration des Vietnamiens de la plaine a d'abord contribué à la déforestation, mais ensuite, après le retour à l'agriculture familiale et à l'économie de marché, les migrants ont beaucoup contribué au développement du marché qui entraîne le développement de l'agriculture.

4. Dans les Hauts Plateaux du Centre

Les Hauts Plateaux du Centre sont une vaste région montagneuse du Sud Vietnam, avec un relief assez plat, et constituée surtout de terres rouges très fertiles. C'est une région stratégique, non seulement en temps de guerre, mais aussi en temps de paix.

La population de cette région est constituée d'un grand nombre d'ethnies minoritaires. Comme les Chinois de l'Empire céleste, les royaumes vietnamiens n'avaient guère de considération pour elles. Les politiques paternalistes d'acculturation par la diffusion d'un modèle dominant, et la colonisation territoriale par des postes agro-militaires sont autant d'aspects que l'on retrouve à plusieurs siècles d'intervalle. La politique française pendant la colonisation a fait coïncider les frontières ethniques avec les frontières administratives. En 1954, le gouvernement a repris les mêmes formules de découpage ethnique, mais cette fois selon le principe soviétique des nationalités, en instituant des régions autonomes. Au contraire dans le Sud, le gouvernement de Ngo Dinh Diem a supprimé l'identité des autochtones et mis en conformité les espaces des Hauts Plateaux avec ceux du reste du pays et a amorcé une immigration massive vers cette région (200 000 de 1957 à 1961). Après 1975, l'État vietnamien a appliqué une politique ambiguë : d'une part l'existence et la validité des "droits locaux" sont reconnus, d'autre part la Constitution de 1992 affirme : "sont propriété de tout le peuple les terres, les montagnes, les fleuves, les lacs, les sources d'eau, les ressources souterraines, les richesses de la zone maritime, du plateau continental, de l'espace aérien" (Fortunel, 2003). Après 1956, les terres forestières ont été confiées aux communes, mais celles-ci ont exploité les forêts sans discernement. C'est pourquoi la propriété collective des communautés villageoises a été abolie lors de l'allocation des terres forestières aux foyers paysans. Récemment, après la vente des terres des autochtones aux migrants, la propriété collective a été de nouveau reconnue.

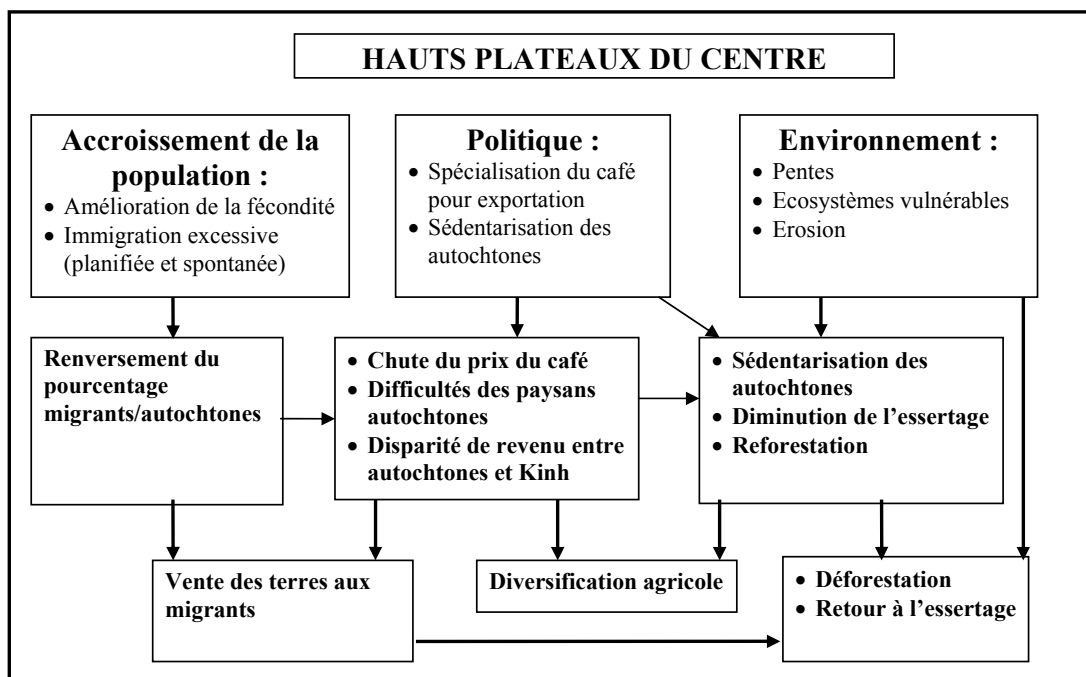
En 1975, après la réunification du pays, cette région n'avait que 1,2 million d'habitants, soit une densité de 31 hab/km². Après la libéralisation en 1975, pour développer la région, on a appliqué une politique déjà appliquée dans les Montagnes du Nord depuis 1954 :

- On a implanté des fermes d'Etat et des entreprises forestières d'Etat pour développer l'économie et renforcer la défense des frontières. Rappelons que cette stratégie de colonisation de nouvelles terres avec des militaires était employée dans le passé par les Vietnamiens pendant leur marche vers le Sud. Les fermes d'État comprennent d'anciennes unités militaires et des fermes civiles organisées par le Ministère de l'agriculture et encadrées par des techniciens. La force de travail est assurée par des foyers paysans venus du Nord.
- De nouvelles zones économiques ont été créées par l'immigration de paysans des provinces à haute densité de population. De 1976 à 1980, le nombre des migrants s'est élevé à 450 000 personnes. De 1981 à 1990, la migration s'est ralentie et le nombre des migrants n'a été que de 260 000 personnes. Il faut noter aussi que des migrants sont revenus dans leur région d'origine.
- Les ethnies autochtones ont été sédentarisées pour mettre fin à l'agriculture itinérante qui cause la déforestation. De 1976 à 1990, 633 000 personnes ont été installées dans des villages avec des rizières irriguées pour produire du riz. La production vivrière est descendue de 270 kg de vivres par habitant en 1976 à 224 kg en 1990.

De 1976 à 1990, la population a augmenté de 6,7 % par an et la production de café de 26,9 % par an. Mais, vers la fin des années 1980, ce modèle était en crise, de même que le système de l'agriculture collective et planifiée de tout le pays. Le retour à l'économie familiale et à l'économie de marché en 1988 a déclenché un nouvel essor du développement de la région. Dans la période de Rénovation, les politiques suivantes ont été appliquées :

- Le développement de l'agriculture familiale s'est accéléré. Il avait commencé avant la Rénovation, les paysans autochtones pratiquant cette forme depuis longtemps. On avait ainsi démantelé plusieurs coopératives après la Directive N° 100 en 1980 et distribué la terre aux paysans. Même les ouvriers des fermes d'Etat avaient des lopins individuels et plantaient du café dans leurs jardins autour des maisons. La Résolution N° 10 de 1988 a reconnu l'exploitation familiale comme unité de production de base. Aujourd'hui, on distingue trois types de fermes familiales : les petites fermes plantant entre 0,4 et 0,5 ha de café associé à plusieurs cultures annuelles, les fermes moyennes plantant de 0,7 à 1 ha de café et continuant la riziculture, les grandes fermes de 1 à 3 ha utilisant des motoculteurs et des salariés.
- Les fermes d'Etat ont signé des contrats avec les paysans et plusieurs entreprises forestières ont été dissoutes pour confier l'aménagement des forêts aux paysans.
- L'immigration planifiée a diminué, mais l'immigration spontanée a beaucoup augmenté. La sédentarisation des ethnies minoritaires a continué.
- L'économie de marché a développé le café avec une rapidité imprévue, surtout par les migrants spontanés. Le développement du café a entraîné la vente des terres des ethnies minoritaires aux migrants et la déforestation.

Figure 4 : les relations PDE dans les Hauts Plateaux du Centre



La croissance du PIB de cette région de 1996 à 2000 a été la plus rapide du pays : 12,5 % par an, 1,8 fois plus que la moyenne nationale. Cela grâce à l'augmentation des exportations, qui ont augmenté de 124 millions USD en 1990 à 376 millions en 2000. Dans le domaine agricole, la région est devenue autosuffisante en vivres. Mais la croissance rapide du PIB s'est faite dans le cadre d'un changement structurel lent. La diminution de la part de l'agriculture est la plus lente,

comparée aux autres régions. L'industrie et les services ne sont pas très développés. La diminution de la main d'œuvre agricole est aussi lente. La diversification de l'agriculture est la plus faible du pays et n'a permis qu'une amélioration lente du revenu des paysans pauvres.

De 2000 à 2005, la région a subi une crise due à la baisse du prix du café mondial et à des troubles sociaux au sein des ethnies minoritaires, et la croissance n'a été que de 8,3 % par an. La cause principale de cette crise est la politique de spécialisation dans la caféiculture et la politique d'immigration pour résoudre le problème de surpopulation des plaines. La réussite du café a attiré une migration très forte, créé des contradictions dans le système foncier et des problèmes politiques très complexes.

Un très grand nombre de paysans des autres régions émigrait dans les programmes de migration planifiée vers les fermes d'Etat fondées après la libération et les nouvelles zones économiques. Il existait même une immigration spontanée de paysans dont 30 % venaient des montagnes du Nord, attirés par les forêts encore denses de la chaîne annamitique. Cette immigration, qui a multiplié la population par presque 4 par rapport à celle de 1976, a inversé le taux autochtones/migrants qui est passé de 80 % en 1954 à 20 % aujourd'hui. Cette tendance a causé une crise foncière. Si la pauvreté a été réduite de 70 % en 1993 à 33 % en 2004, le nombre des autochtones pauvres est 3 fois plus élevé que celui des Kinh³. Les paysans des ethnies minoritaires ont été en effet plus affectés par la baisse du prix du café que les paysans Kinh, et ont dû vendre leurs terres aux migrants. Ils sont devenus sans terre et sont retournés à la culture itinérante, provoquant de nouveau la déforestation. La superficie des forêts perdues est estimée à 20 000 ha par an depuis 1980. Pour remédier à cette crise, le gouvernement devrait redistribuer encore une fois les terres des fermes d'Etat aux paysans autochtones sans terre.

Tous ces éléments montrent que dans le développement des Hauts Plateaux, des politiques migratoires et foncières non rationnelles sont à l'origine des crises récentes de cette région.

CONCLUSION

La situation présentée ci-dessus montre combien sont différentes les dynamiques de développement à l'œuvre dans les quatre régions étudiées. Ceci signifie que les politiques à mettre en œuvre doivent y être différentes pour intégrer les différences dans les interactions PDE mises en évidence. Nous pouvons tirer quelques conclusions relatives au Vietnam dans son ensemble, mais plus particulièrement de façon comparative entre les quatre régions étudiées.

1. Le facteur population

Le facteur population, considéré comme un facteur négatif dans les programmes de planification familiale qui coûtent cher, a aussi des aspects positifs pour le développement.

Les études sur le développement ont montré qu'en général, le facteur démographique n'est pas une contrainte pour ce processus. Le facteur principal qui détermine le développement, ce sont les institutions. Dans les mêmes écosystèmes ce sont les nouvelles institutions instaurées par le processus de la Rénovation qui provoquent le développement.

Certes, le développement ne peut pas se produire là où la densité de population est trop basse, là où il manque du capital humain et du capital social. Si l'on compare les différentes localités d'une même région, le développement se produit plus vite là où la pression démographique est plus forte. Ici, le rôle du capital humain et du capital social est très important. Une typologie des villages des différentes régions du pays a montré que les villages qui ont peu de terres par tête d'habitant sont les plus riches.

Dans "Les paysans du delta tonkinois", le géographe français P. Gourou écrivait en 1936 que, dans les années 30, le delta du fleuve Rouge avait 6,5 millions d'habitants, soit 430 hab/km². L'auteur

³ - Les Kinh (ou "Viet") sont l'ethnie majoritaire, qui représente 87 % de la population.

estimait qu'avec un taux de croissance de 1,0 à 1,3 % par an, la population doublerait pour atteindre 13 millions entre 1984 et 2001. En réalité, en 1998, la population de ce delta a atteint 14,2 millions. Gourou écrivait : "Il paraît impossible que le Delta, qui nourrit insuffisamment 430 personnes par kilomètre carré, puisse subvenir aux besoins d'une population deux fois plus forte". Cependant, les paysans de ce delta, après différentes tentatives, ont pu résoudre les difficultés du développement. Ils ont pu non seulement nourrir une population ayant plus que doublé, mais la nourrir mieux car la production vivrière a augmenté pendant cette période de 277 à 439 kg par tête d'habitant !

2. Migration et changement structurel de la main-d'oeuvre

La migration est un facteur très important pour un développement équilibré entre les régions. Mais ce peut être aussi un facteur négatif. Dans les provinces où l'on favorise la migration, presque toute la population masculine et jeune quitte les villages pour aller chercher de l'emploi dans les villes ou dans les autres régions. Dans les villages, ne restent que des femmes et des personnes âgées qui retournent à l'agriculture de subsistance, ou louent de la main d'œuvre pour cultiver leurs rizières afin de conserver le droit d'usage de leurs lopins de terre. A l'inverse, dans les villes, on essaie de limiter l'exode rural.

La contrainte principale du développement durable du Vietnam est le changement structurel de la main d'œuvre. Le pays entre dans une période nouvelle d'industrialisation rapide qui va changer la structure économique du pays. Dans ce processus, la difficulté principale est le changement de la structure de la force de travail et de la population. L'objectif du gouvernement est que le pays devienne un pays industriel vers 2020. Nous avons élaboré un modèle de développement du pays jusqu'à cette date. Le résultat montre que pendant les 15 ans à venir, nous devrions réduire de moitié la main d'œuvre agricole. Cela alors que, jusqu'à maintenant, la population rurale est toujours en progression, car les activités urbaines ne peuvent pas absorber tout l'accroissement de la population active rurale. Le changement structurel ne peut donc pas être résolu seulement par le développement de l'industrie urbaine ni par l'attraction de l'investissement étranger. Une politique de développement basée surtout sur le potentiel interne, sur le développement de l'industrie rurale et sur le développement de l'agriculture est nécessaire pour promouvoir le changement structurel de la main d'œuvre.

3. Problèmes fonciers

Une autre contrainte du développement, c'est le manque de terre. Le Vietnam est un pays qui a un rapport terre/habitant plus élevé que le Bangladesh, mais deux fois moindre que la Chine. L'urbanisation et l'industrialisation sont en train d'absorber les terres les plus fertiles du pays. Il deviendra difficile pour le pays de nourrir plus de 100 millions d'habitants sans recourir à l'importation des aliments comme le Japon ou la Corée du sud. Il faut donc limiter la perte de la terre agricole. En suivant les conseils des organisations internationales, le Vietnam est en train de libéraliser le marché foncier, ce qui provoque la spéculation foncière et la disparition des terres agricoles.

Notre étude a montré qu'un pays comme le Vietnam deviendra difficilement un pays industrialisé sans un secteur agricole important. Par exemple, la province de Guangdong en Chine est devenue une région industrielle après 25 ans de réforme économique, avec un secteur agricole ne représentant que 5 % du PIB, mais avec encore 40 % de la main d'œuvre agricole. L'exemple de la Chine montre qu'un développement ne portant pas une attention suffisante au développement rural est source de difficultés pour le développement durable.

Notre expérience montre qu'une politique foncière néolibérale, comme le conseillent les organisations internationales, ne peut pas résoudre le problème. S'il n'y a pas une régulation de l'Etat, un marché foncier libéral crée la spéculation foncière et cause la perte des terres agricoles.

4. Le développement des activités non agricoles en milieu rural

Comment développer l'économie d'une région de forte pression démographique ? Ici, il y a deux alternatives : ou concentrer l'industrialisation dans les grandes villes pour créer des mégapoles, ou procéder à une urbanisation et à une industrialisation décentralisées créant des villes moyennes et petites dans la campagne. Nos études sur l'urbanisation spontanée qui est en train de se produire et sur l'influence des villes moyennes sur le développement rural, semblent indiquer que le deuxième modèle est plus favorable pour le développement de l'agriculture. En effet, sans le développement de l'industrie et des services en milieu rural, on ne pourra pas diminuer la main d'oeuvre agricole pour élever la productivité de ce secteur et le revenu des paysans.

En effet, le seul développement de l'agriculture ne peut pas élever rapidement le revenu des paysans. L'agriculture a une croissance de 4 à 5 % par an, tandis que l'industrie et les services croissent à 12 ou 15 % par an. Les études récentes ont bien montré le rôle des activités non agricoles dans le développement rural. La résurrection des villages de métiers et l'émergence de clusters industriels de villages de métiers et de clusters agricoles se produisent dans les régions où la pression démographique est la plus forte. Dans ces villages, une urbanisation spontanée se produit avec des parcs industriels, et dans les villes, des rues commerçantes apparaissent.

5. Diversification, libéralisme et institutions de marché

Le développement de l'économie de marché avec l'objectif unique de croissance rapide du PIB a des conséquences négatives sur la population et sur l'environnement, qui coûtent très cher pour un développement durable. Quel type de développement durable faut-il appliquer dans un environnement où la pression démographique est très grande ? Le développement guidé par le néolibéralisme ne peut pas résoudre les contradictions, car il mène à une disparité entre les riches et les pauvres, entre la ville et la campagne. Dans le développement, l'objectif n'est pas seulement la croissance. Une croissance rapide qui n'est pas couplée à l'équité sociale n'est pas durable. L'économie de marché ne peut pas résoudre seule le problème.

Dans les régions du Nord, comment améliorer le marché, augmenter les débouchés pour les paysans et développer l'agriculture commerciale ? Nos études sur les filières des produits agricoles pour définir les institutions du marché et améliorer la qualité des produits montrent que les institutions de marché ne peuvent pas réduire la pauvreté à elles seules. Il faut en plus avoir des institutions non marchandes pour aider les paysans à sortir de l'économie de subsistance.

Dans le Delta du Mékong, le développement orienté vers l'exportation des produits agricoles bruts pratiquée en ce moment ne favorise pas la diversification de l'agriculture, l'industrialisation, l'amélioration du revenu et du niveau de vie des paysans. La croissance économique n'est pas encore accompagnée d'un changement structurel. Les paysans ne croient plus que l'exportation du riz peut les aider à résoudre leurs difficultés. Le développement de l'élevage des crevettes dans les régions littorales, de l'élevage des poissons chats, de la production fruitière, cotonnière, du cacao, etc., sont des tentatives de diversification.

Les paysans des Hauts Plateaux du Centre sortent de la spécialisation après la crise du café. Une diversification intra-branche s'est produite dans la riziculture, dans la production du sucre : par l'amélioration de la qualité, la production de riz aromatiques, de riz glutant, de riz pour l'industrie alimentaire. Des nouvelles institutions du marché sont en train d'apparaître.

Les paysans n'ont pas de pouvoir de négociation et sont exploités par les intermédiaires. On a besoin d'un commerce plus équitable. L'entrée du Vietnam dans l'OMC ne peut pas résoudre ce problème. Il faut développer une économie sociale.

6. Gouvernance communautaire chez les ethnies minoritaires

Dans les montagnes, l'immigration trop forte venue de la plaine crée des contradictions ethniques, surtout dans le domaine de la propriété foncière. La propriété foncière privée n'est pas la solution optimale pour les minorités ethniques. Pour résoudre ces problèmes il n'y a qu'une solution, c'est de développer la gouvernance communautaire pour confier aux communautés rurales la gestion des

ressources naturelles. Notre pays a eu une tradition de cette gouvernance dans le passé, mais cette tradition est en train de se perdre aujourd'hui sous l'influence de la mondialisation. Il faudrait la remettre à l'ordre du jour.

7. Préservation de l'environnement

Dans les montagnes, la dégradation des ressources naturelles s'accélère. Cette situation est liée à l'augmentation de la population causée par l'amélioration de la santé et par l'immigration. Mais récemment, on a observé des tendances de développement des systèmes de production attentifs à la conservation des ressources naturelles. Ces tendances peuvent être expliquées par l'augmentation de la pression démographique : la pression démographique provoque d'abord la dégradation des ressources, mais ensuite, la pression du marché induit la réhabilitation des ressources. Ce processus a d'ailleurs été mis en évidence et étudié dans plusieurs pays.

C'est ainsi que Scherr et Yadev (1996) ont étudié la dégradation de l'environnement des écosystèmes fragiles et constaté que, sous l'influence de la croissance démographique, l'environnement commence par se dégrader, mais qu'ensuite, la population renforce les mesures de restauration et de gestion des ressources naturelles d'une façon intensive pour arrêter cette dégradation. L'expérience de plusieurs pays (Templeton et Scherr, 1999) montre que, dans les systèmes agraires, quand la densité de population augmente, les ressources naturelles commencent par se dégrader et que le système tombe en crise. Mais ensuite, le prix de la terre monte, la main d'œuvre devient abondante, les paysans passent à la culture intensive, et les ressources naturelles commencent à se restaurer. La relation entre la population et les ressources naturelles a la forme de la lettre U : quand la population augmente, les ressources foncières et forestières s'épuisent en un premier temps, jusqu'au moment où le niveau des ressources atteint un minimum. Ensuite, quand le rapport du prix de la terre au prix de la main d'œuvre augmente, la production devient de plus en plus intensive, et les ressources naturelles sont restaurées. Ce changement d'orientation de la production doit être appuyé par de nouvelles institutions adaptées aux nouvelles orientations suivant la demande du marché et avec des techniques appropriées.

Un développement de l'économie de marché sans régulation amène à des problèmes environnementaux très sérieux : inondations dans les villes et bourgs sans système de drainage, pollution des cours d'eau et des puits, etc. Les problèmes environnementaux sont devenus de plus en plus complexes dans cette période de développement rapide basé surtout sur le libéralisme. La pollution est devenue de plus en plus insupportable, surtout dans les régions surpeuplées.

Le développement des villages de métier et de l'industrie rurale se produit dans des villages où la densité de population est équivalente à celle des villes, avec une forte concentration des unités de production qui crée une pollution de l'eau et de l'air. La plupart des villages de métiers n'ont pas de système de traitement de déchets et des infrastructures adéquates pour supporter une population dense comme dans les villes.

Pour résoudre ces problèmes d'environnement, il faut :

- la participation de la communauté dans une action collective, avec de nouvelles institutions de la société civile,
- une base législative, avec des institutions pour la conservation de l'environnement.

8. Des stratégies de développement adaptées à chaque région

Dans le développement des deltas nous avons vu qu'entre les deux deltas, les objectifs du développement sont différents. Le delta du Mékong applique une stratégie tirée de l'expérience des pays d'Asie de l'est, orientée vers l'exportation, non pas de produits manufacturés mais de produits agricoles bruts. Le delta du Fleuve Rouge, après de vains efforts en vue de trouver des produits

d'exportation, se contente de la production pour le marché intérieur. Cette dernière stratégie a pu transformer les structures économiques et améliorer le revenu des paysans plus rapidement, grâce à la diversification des moyens de subsistance. Cette situation montre que la stratégie du delta du Fleuve Rouge est bien adaptée à un delta où la pression démographique est très forte.

Les Montagnes du Nord n'ont pas pu trouver un produit d'exportation principal, tandis que les Hauts plateaux du Centre ont pu développer très vite le café pour l'exportation. Pour développer cette culture, cette région a attiré une migration très forte qui a inversé le taux autochtones/migrants, causé des contradictions dans le système foncier et créé des problèmes politiques très complexes. L'expérience des Hauts Plateaux du Centre est très instructive pour la région des Montagnes du Nord qui serait tentée de suivre ce modèle.

*

* *

Nous pouvons conclure en affirmant que :

- les politiques à mettre en œuvre doivent être différentes selon les régions pour intégrer les différences dans les interactions PDE,
- les stratégies de développement durable doivent prendre en compte les trois processus PDE,
- le développement doit être participatif et donc utiliser une approche basée sur la communauté pour la réalisation d'actions collectives en même temps que pour le développement de la société civile⁴.

BIBLIOGRAPHIE

- AusAid**, 2003, Mekong delta poverty analysis, First milestone report - Stage 1.
- Bergeret P.**, 2002., *Paysans, État et marchés au Vietnam*, GRET-Karthala, Paris, 291 p.
- Boserup E.**, 1970, *Evolution agraire et pression démographique*, Flammarion, Paris, 218 p. [traduction de *The conditions of agricultural growth*, 1965].
- Brocheux P.**, 1995, *The Mekong delta: Ecology, Economy and Revolution, 1860-1960*, University of Wisconsin-Madison.
- Cohen P., Richard L.**, 2005, *La Chine sera-t-elle notre cauchemar ?*, Mille et une nuits.
- Collomb P., Gendreau F.**, 2004, La durabilité du développement : quelles solutions au système des interactions entre population, développement et environnement ?, in *Colloque "Développement durable : leçons et perspectives"*, Ouagadougou, 1-4 juin 2004, AUF, cd-rom.
- Dao The Anh**, 2005, Changements structurels de l'économie rurale du Vietnam, PHANO, n° 2, p. 3-8.
- Dao The Anh et al.**, 2006, Enhancing sustainable development of diverse agriculture in Vietnam, W.P. no 86, UNCAPSA.
- Dao The Tuan**, 2000, Les grandes évolutions de l'agriculture, in AAFV, *L'agriculture et la paysannerie vietnamiennes*, L'Harmattan, Paris, p. 31-39.
- Dao The Tuan**, 2004, Agricultural sustainability and human ecology in Karst mountains, Trans-Karst 2004 Proceedings, Hanoi.
- Dao The Tuan**, 2004, Fleuve Rouge et Mékong: histoire comparée du développement des deux deltas, in Gironde C., Maurer J. L. (dir.), *Le Vietnam à l'aube du XXIème siècle. Bilan et perspectives politiques, économiques et sociales*, Karthala-IUED-CRAM, Paris, p. 179-190.
- Duong Van Ni et al.**, 2003, Status of the Mekong delta : agricultural development, environmental pollution

⁴ - Pour commencer cette action, nous avons créé l'Association scientifique pour le développement rural du Vietnam, autorisée par le gouvernement pour aider les communautés rurales à implanter des projets de développement durable.

and farmers differentiation, Wetlands management in Vietnam: issues and perspectives,...

- Fortunel F.**, 2003, L'état, les paysanneries et les cultures commerciales pérennes dans les plateaux du Centre Vietnam, Thèse de doctorat, Université Toulouse II.
- Gendreau F., Fauveau V., Dang Thu**, 1997, *Démographie de la péninsule indochinoise*, ESTEM, AUPELF-UREF, Paris, 128 p.
- Gendreau F. et al.**, 2000., Les migrations internes, in Gubry P., *Population et développement au Vietnam*, Karthala-CEPED, Paris, p. 195-217.
- Gottman J.**, 1978, *Megapolis systems around the world*, Oxford University Press.
- Gourou P.**, 1936, *Les paysans du delta tonkinois. Étude de géographie humaine*, Les Editions d'Art et d'Histoire, Publications de l'École française d'Extrême-Orient, Paris.
- Gubry P. (ed.)**, 2000, *Population et développement au Vietnam*, Karthala-CEPED, Paris, 613 p.
- Guérin M., Hardy A. et al.**, 2003, *Des montagnards aux minorités ethniques*, L'Harmattan, Paris.
- Lavigne Delville P., et al.**, 2006, Organisations locales et services de proximité, GRET Dialogs, Hanoi.
- Lecoq J-F.**, 2004, Croissance économique et réduction de la pauvreté au Vietnam : la machine enrayée ?, *Les cahiers de la coopération française au Vietnam*, n° 2, Hanoi.
- Mellac M.**, 1997, L'État et la forêt au Nord Vietnam. in *Environnement et développement, Les Cahiers d'Outre-mer* (Bordeaux Talence), vol. 50, n° 197, p. 27-42.
- Miller F.**, 2000, Environmental threats in the Mekong delta, World Bank.
- Moustier P. et al. (eds.)**, 2003, *Marché alimentaire et développement agricole au Vietnam*, Malica, Hanoi.
- Populus J. et al.**, 2002., Shrimp farming sustainability in the Mekong delta environmental and technical approaches, IFREMER.
- Scherr S. J., Yadev S**, 1996., Land degradation in the developing world, Paper No 14, IFPRI, Washington DC.
- Templeton S.R., Scherr S. J.**, 1999, Effects of demographic and related microeconomic change on land quality in hills and mountains of developing countries, *World Development*, Vol. 27, n° 6, p. 903-918.
- UNEP**, 2001, *The state of the Environment Vietnam*.
- VLSS**, 1998, Vietnam living standard survey, 1997-1998, World Bank.
- Vo Quy**, 1990, Environment and development in Vietnam. in *The challenges of Vietnam's reconstruction*. Hawaii: East-West Center, George Mason University, Indochina Institute, 1992, p. 100-126].
- Von Thunen**, from : Hall P. 1966, Von Thunen 's Isolated state. Londres, Pergamon Press, 304 p.
- Wassman, et al.**, 2003, Sea level rise affecting hydrology and rice production in the Vietnamese Mekong delta, Deutscher Tropentag.